HERVÉ RAKOTO RAMIARANTSOA

LES BOISEMENTS D'EUCALYPTUS DANS L'EST DE L'IMERINA (Madagascar)

De l'appropriation foncière à la gestion paysanne

Le terme Imerina, dont l'origine est attribuée au roi Ralambo (1575-1610) valorise deux traits physiques de cette région à fort caractère historique, située sur les Hautes Terres centrales malgaches. Il s'agit de la topographie, élevée, et de la végétation, peu couvrante. Etymologiquement, en effet, I-mierina signifie « ce qui est élevé » (1) et certaines versions (Callet, 1908), toujours rapportées à Ralambo, font de l'Imerina « le pays que l'on voit depuis les sommets ». Voir, ou être vu, sur une longue distance, suppose non seulement une situation sur les hauteurs, mais aussi un cadre dégagé pour que la perspective couvre un champ étendu. Au site topographique élevé est ainsi associée l'absence d'une couverture végétale : le relief n'étant pas caché, le regard peut porter au loin.

Ralambo appela ses sujets les Ambaniandro, « ceux qui sont sous le soleil », expression qui met d'autant plus en valeur une faible couverture végétale que, au XIXe siècle, lorsque les rois d'Imerina débordèrent largement les espaces dénudés des Hautes Terres centrales, les Merina dénommèrent les régions côtières par des caractéristiques précises (Razafimbelo, 1993) : Ambanivolo (sous les bambous) ou Ambaniravinkazo (sous les feuilles). Cette nudité du relief a frappé les premiers étrangers qui pénétraient en Imerina. Abordant les hauteurs centrales par l'est, les missionnaires anglais du XIXe siècle utilisent, au-delà de l'escarpement forestier de l'Angavo (2) (Fig. 1), les termes

1. « J'appellerai le pays Imierina car mes gens habitent juchés sur les hauteurs ». « J'appellerai le pays Imierina car j'ai pris tous les sommets importants ». Ce sont là différentes traductions de phrases du roi Ralambo.
2. L'itinéraire classique passait par les villages d'Ankeramadinika, au sud-est de Mantasoa, et d'Ambatomanga, la capitale du Vakiniadiana historique.

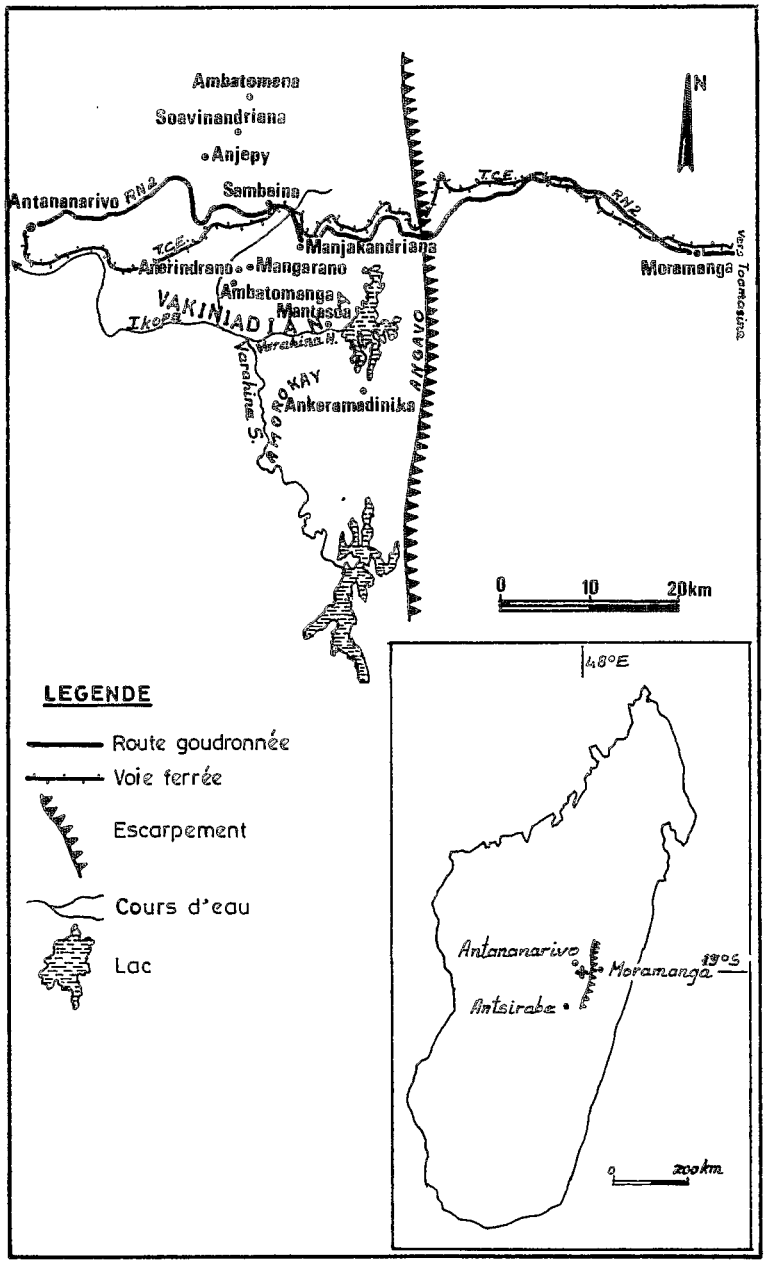

Figure 1. Carte de localisation

de « barren hills, treeless landscape, country free from wood... ». Jones (3), en 1820, note que, après être entré en Imerina (Ova country), « ... we saw an immense extend of ground without wood... ». Ellis (1859) note, plus à l'ouest, au-delà d'Ambatomanga : « the aspect of the country was sterile. No trees or bushes were visible except a few around the house ». Autre indication, relevée dans les Archives Nationales de l'époque royale : en 1881, une missive adressée d'Ambatomanga au Premier Ministre indique que les hommes du village sont partis en forêt *any an'ala*. L'expression malgache souligne un déplacement lointain pour « faire le bois du souverain ». Au début de la période coloniale, des études insistent sur l'urgence et la nécessité de reboiser les « plateaux dénudés de l'Emyrne... mamelons sans arbres, écrasés sous un ciel sans éclat... » (4). Le paysage de l'Imerina était, au début de ce siècle, dépouillé.

Ce n'est plus le cas de sa partie orientale, la région de Manjakandriana, que distingue l'importance des surfaces enforestées par l'eucalyptus. Selon la monographie de ce district, en 1950 « ... les crêtes sont le plus souvent couvertes de bois d'eucalyptus qui donnent à la région un aspect verdoyant ». Dans le même temps, les autres districts de l'Imerina n'ont pas fait l'objet d'une progression aussi marquée. A l'ouest, Arivonimamo est caractérisé par « ... de faibles peuplements d'eucalyptus dits reboisements de *fokonolona* ou scolaires » (monographie de 1949). Plus à l'ouest, Miarinarivo est présenté comme un « district déshérité sur le plan forestier » (monographie de 1959). Dans le nord-est, la monographie du district d'Anjozorobe indique juste, en 1953, que le reboisement d'eucalyptus a commencé à prendre, avec 450 ha d'arbres de plus de cinq ans. Des études diachroniques fondées sur l'analyse de photographies aériennes et de levés de terrains montrent que « l'avancée de l'eucalyptus » (Rakoto, 1991) dans l'est de l'Imerina est toujours d'actualité. Rakotomahandry (1989) établit que, de 10 % en 1965, la surface couverte par les forêts d'eucalyptus passe à 70 % de l'espace total en 1989, dans le centre de l'Amoronkay. L'avancée est générale, dans les zones de très forte densité démographique (250 hab./km^2) comme dans celles où la charge humaine est moins élevée (100 hab./km^2). Cette dynamique est d'autant plus remarquable qu'elle s'applique à un ensemble régional où le seuil de saturation en habitants est dépassé depuis longtemps : établi à 11 ares/hab. à partir de l'équilibre « production-consommation » de paddy (Scet-Coopération, 1966), le chiffre était déjà de 9 dans les années 1960 pour la préfecture de

3. Journals, Madagascar-Mauritius, Box 1 SOAS, London.
4. Rapport économique, Province de l'Imerina du Nord, janvier 1896-janvier 1905.

Manjakandriana. Dans les années 1980, il tourne autour de 4 ares/hab. dans le Vakiniadiana (Ranaivoarijaona, 1990 ; Rakoto, 1991). Dans ce pays montagneux, granitique, une telle pression démographique se traduit par une faim de terres agricoles, perceptible dans le paysage par l'exploitation maximale de tout espace disponible : versants mis en banquettes de culture, minces colluvions humifères aménagées en champs, entre des boules de granite. Tout en se plaignant de l'exiguïté de leurs terres, les ruraux laissent les eucalyptus progresser et recouvrir le terrain. Il faut chercher les raisons de cet apparent paradoxe dans l'usage paysan du ligneux : avec les ressources que procurent les eucalyptus, le droit de propriété qui accompagne la plantation et que confirme la présence de l'arbre s'est avéré essentiel, bien qu'imprévu par ceux qui ont introduit le reboisement, pour son adoption. Dimension foncière et intérêt économique se conjuguent et expliquent que l'eucalyptus se soit imposé à l'est de l'Imerina.

L'EUCALYPTUS ET LA QUESTION FONCIÈRE : LA DÉRIVE D'UN MATÉRIEL VÉGÉTAL INTRODUIT

Imposée par une administration coloniale qui en avait précisé les objectifs, la plantation des eucalyptus fut vite maîtrisée par les paysans. Dans le contexte foncier qui prévalait, l'arbre apparut comme un instrument adéquat pour marquer la propriété des terres ; cette dimension, toujours réelle, a très largement fondé l'adoption et la diffusion des boisements d'eucalyptus dans l'est de l'Imerina.

Les reboisements : une finalité écologique et économique

Les plantations d'*Eucalyptus robusta* (5) répondaient à une double préoccupation de la puissance coloniale : reboiser les collines dénudées et fournir une matière première ligneuse. Elles se révélèrent aussi parfaitement adaptées aux conditions physiques régionales.

L'administration coloniale mit en place des pépinières d'eucalyptus dès 1897 ; c'était le principal arbre que le service des Forêts, créé par le général Galliéni, premier gouverneur de l'île, pensait utiliser pour ses plans de reboisement établis en 1901. Dans la station forestière d'Angavokely, la production des plans commence en 1907. Les axes routiers comptent parmi les premiers lieux d'apparition des eucalyptus, en dehors des stations forestières, car l'administration voulait de cette manière « créer de l'ombrage ». Rakotomahandry (1989) voit dans cette localisation un souci de protéger les axes de circulation car les arbres

5. Introduite à Madagascar dans les années 1885-1890 (Ramanantsoavina, 1990), cette espèce est pratiquement exclusive dans les peuplements de l'est de l'Imerina.

stabilisent les bas-côtés, menacés par les pluies et les éboulements. Il en reste actuellement les cordons arborés de l'Imerina, singuliers lorsque la dissémination des plants n'a pas intéressé les endroits éloignés des routes. Les reboisements d'eucalyptus ne devaient pas uniquement assurer la protection des sols et changer l'« aspect de désolation navrante » (6) par la mise en place de forêts. La présence de ces bois a aussi un fondement économique : satisfaire aux besoins des gens des villes en bois de feu et, un peu plus tard, à ceux du chemin de fer.

En effet, le déboisement avait imposé les graminées des collines comme le combustible le plus usité par les citadins. Ellis (1859) notait : « The absence of trees in Imerina makes fuel very scarce, and I saw several persons employed in cutting long dry grass, and tying it up in bundles : these are daily sold in the markets of the capital ». Quant à l'ouverture de la ligne ferroviaire Tananarive-Tamatave, achevée en 1913, elle répondait à l'intérêt capital que la colonisation attribuait aux voies de communication.

Les termes suivants (7) permettent d'apprécier l'importance de la pénétration de l'eucalyptus dans l'économie régionale, après un demi-siècle de colonisation : « l'exploitation des reboisements d'eucalyptus est une des principales sources de richesse du district : bois de chauffage..., charbon de bois, bois d'œuvre ».

L'eucalyptus s'est d'autant plus répandu dans cette partie orientale de l'Imerina que deux facteurs favorisaient une pareille évolution. C'est d'une part, le nombre limité des espèces ligneuses introduites par la colonisation. En effet, l'eucalyptus n'a pas toujours fait l'unanimité, chez les techniciens comme parmi les paysans. Au niveau des premiers, François E. (cité par J.-M. Pierre, 1993) fait remarquer dès 1929 : « l'eucalyptus à Madagascar n'est pas un arbre de reboisement. Planter des eucalyptus, c'est produire du bois. Reboiser est une autre action... ». Chez les seconds, les méfaits de l'arbre se découvrent au fur et à mesure de sa progression : l'eucalyptus tarit les sources, « refroidit » les sols, rend le riz « quelque peu sourd » (8) quand il lui fait de l'ombre. Mais, faute d'autres espèces disponibles, l'eucalyptus s'est imposé. Analysant l'histoire des introductions ligneuses à l'échelle des terroirs, A. Bertrand (1993) constate « le petit nombre d'espèces ligneuses exotiques qui ont été réellement proposées aux populations rurales des Hautes Terres ». Ce sont, d'autre part, les conditions

6. Rapport économique, province de l'Imerina Nord, janvier 1896-janvier 1905.
7. Monographie du district de Manjakandriana, 1957.
8. L'expression signifie que le plant de riz a du mal à mûrir ; il répond difficilement aux soins qui lui sont apportés.

naturelles car les plus beaux peuplements d'*Eucalyptus robusta* se localisent dans la zone en bordure est des Hautes Terres centrales, située à plus de 1400 m, au climat tropical d'altitude. Les températures moyennes annuelles avoisinent 17° C avec, de mai à août, une période fraîche où la moyenne mensuelle peut descendre à 12-13° C. Les pluies totalisent environ 1500 mm et tombent principalement entre novembre et mars. L'originalité de cette contrée réside dans une relative permanence des précipitations au cours de l'année : environ 20 % de l'humidité annuelle totale tombe d'avril à octobre, essentiellement sous forme de crachins, et cette période ne connaît pas une sécheresse aussi marquée que dans les autres régions de l'Imerina. Fraîcheur et absence de saison réellement sèche sont des conditions propices à l'*Eucalyptus robusta*, car, toutes conditions égales par ailleurs, sa physionomie change dès qu'un de ces deux facteurs disparaît : l'arbre devient chétif, sa croissance est plus lente. De plus, la vitalité de cette myrtacée est marquante. Elle lui permet de se développer sur des sols dégradés que ne supportent pas les espèces autochtones. *Eucalyptus robusta* est ainsi le seul ligneux à recoloniser les sols à litho-reliques, abondants sur le niveau d'aplanissement mi-Tertiaire de Mantasoa. Par sa capacité de rejeter de souche, l'arbre assure aussi une couverture renouvelée du sol, en cas d'exploitation par coupe. Soulignant la rusticité de l'arbre, Henry (1992) note : « il arrive même qu'un chablis causé par un cyclone continue à produire des ramifications tout le long du tronc abattu ».

Ainsi, les conditions physiques régionales et les propriétés de l'eucalyptus se sont-elles prêtées à la conquête de l'espace par le ligneux, répondant aux objectifs écologique et économique de son introduction. La maîtrise paysanne des modes d'extension des peuplements a aussi contribué à l'évolution.

Formes d'extension directe et indirecte des boisements : une maîtrise paysanne des procédés de recouvrement du sol

Espèce importée, l'eucalyptus a été répandu dans un premier temps par les reboisements imposés par l'administration coloniale. Par la suite, aux plantations sont venues s'ajouter des formes d'extension indirecte.

L'instauration de corvées permit à l'administration coloniale de mobiliser la main-d'œuvre nécessaire pour les plantations. Les corvées étaient soit collectives, soit individuelles. Les premières furent acquises avec la réorganisation des *fokonolona* (9) (décret du 9/3/1902) considérés

9. « Le terme *fokonolona* désigne un groupe de descendance avec communauté de résidence » (Rakoto *et al.*, 1975) ; *fokonolona* désigne à l'origine les gens du *foko*. La réforme de 1902 définit le *fokonolona* comme « l'ensemble →

comme un rouage important de la vie publique. Par des conventions passées avec l'administration, les *fokonolona* peuvent se charger, suivant juste rétribution, de l'exécution de travaux publics ; la puissance publique voyait d'un bon œil l'organisation des corvées qui en découlait, comme le soulignent les propos du chef de la province d'Ankazobe (10) : « ... ces corvées sont dans bien des cas très utiles pour l'exécution de travaux qui ne peuvent être menés à bonne fin que par une collectivité d'individus [...] qui s'en désintéresseraient si cette obligation n'existait pas ». Théoriquement libres, les conventions étaient en fait imposées car des sanctions collectives frappaient le *fokonolona* en cas de non respect des engagements. Rakotondrasolo (1989) montre que ce système a assuré les premières plantations d'eucalyptus dans la région d'Anjepy, au nord de Manjakandriana. Les corvées individuelles, quant à elles, relevaient des prestations obligatoires pour tout homme de seize à soixante ans. Pendant un laps de temps qui a varié de dix à cinquante jours, avant d'être abolies en 1946, les prestations ont mis à la disposition de l'administration une importante force de travail. Ainsi, dans l'est et le nord-est de l'Imerina, la construction et/ou l'entretien des routes et la plantation des eucalyptus ont été, pour une grande part, effectuées dans le cadre des prestations. L'administration en faisait planter dans des pots, sur les tanety (collines) et le long des routes, et des hommes se souviennent encore des « x pieds par homme par an » à planter pendant les « dix jours ». Que les corvées aient été collectives ou individuelles, la mise en terre des jeunes plants, produits dans les pépinières du service des Forêts ou par le biais des jardins scolaires, était toujours, du moins à ses débuts, encadrée techniquement par l'administration. C. Razafimbelo (*op. cit.*) note : « la vulgarisation des techniques de plantation a eu lieu... au cours des prestations du début du siècle. Le membre du *fokonolona* en retard de paiement de la capitation, ou exécutant ses dix jours de corvée, a été bien malgré lui obligé à planter à la tâche au bord des routes les premiers eucalyptus sur les « conseils » des autorités ». Ainsi se transmit et se répandit la maîtrise de la transplantation de l'arbre. Pourtant, reboiser n'a pas été à la portée de tous ceux qui en avaient acquis la technique. Deux facteurs au moins ont opéré la sélection. D'une part, l'obtention des plants à prendre en station forestière. Dans la région d'Anjepy, Rakotondrasolo (*op. cit.*) montre qu'un tel mode d'approvisionnement a favorisé ceux qui avaient

→ de la population habitant le quartier », en y intégrant les anciens esclaves (abolition de l'esclavage le 27-9-1897) que le statut excluait du *fokonolona* à l'époque royale.

10. Lettre du 21/1/1903 adressée au gouverneur général.

des charrettes, c'est-à-dire les groupes aisés. D'autre part, la plantation, qui nécessitait de salarier des journaliers pour trouer le sol, mettre en terre et même arroser la plante. Dans certains secteurs, il y a eu surenchère pour attirer les gens ; ce fut le cas dans le sud de l'Amoronkay où un notable offrit de la viande de bœuf à tous ceux qui venaient planter des eucalyptus sur ses terres. Dans ce contexte, les boisements ont, dès les débuts, reproduit d'une certaine manière les différences sociales.

Essentielles pour comprendre le paysage forestier actuel de l'est de l'Imerina, les plantations n'ont cependant pas assuré à elles seules la propagation des eucalyptus sur les tanety. La présence de peuplements non reboisés manifeste le rôle des formes d'extension indirecte. Ces dernières sont liées aux possibilités de germination de graines adultes de l'arbre, une fois que ces graines se trouvent au contact du sol. « Les graines d'eucalyptus germent et donnent naissance à une nouvelle plante seulement dans les endroits où des graminées donnent de l'ombre », dit un paysan de l'Amoronkay. On peut noter que, si la germination est difficile sur un tapis graminéen continu, la dissémination des touffes de graminées qui caractérise la pseudo-steppe des collines peut effectivement offrir de l'ombrage aux jeunes plantes et une protection contre le ruissellement. On identifie trois catégories de facteurs susceptibles de provoquer des boisements non plantés (Rakoto, *op. cit.*). D'une part, le feu, quand il élimine une formation végétale dont la densité inhibe toute possibilité de développement des graines d'eucalyptus. Par le brûlis, les paysans nettoient ces secteurs ; en témoignent par exemple les plants calcinés de *Philippia* restant sur pied, témoins d'une population autrefois abondante qui cède la place à une pseudo-steppe graminéenne (*Aristida, Clenium*) : cette dernière couverture représente un milieu favorable à la germination des graines d'eucalyptus que le vent a laissé – ou laissera – choir sur ce lieu. D'autre part, les agents de déplacement naturel, vent dont le souffle détermine la longueur du transport et eaux de ruissellement qui redistribuent les graines tombées des arbres, suivant les lois de la gravité. Enfin, l'action de l'homme, volontaire ou involontaire. Volontaire lorsqu'il applique la technique du *folonina* (Fig. 2) : « En un endroit du versant qui a été dégagé, on abat un arbre dont les graines ont fleuri. De l'essaimage qui en résulte, sortiront de jeunes plants, et tout un versant peut être colonisé de la sorte ». Involontaire lorsque les peuplements proviennent de l'utilisation, au champ, de fertilisants comprenant la matière des sous-bois d'eucalyptus. L'horizon Ao de ces sous-bois est en effet récupéré pour servir de litière aux animaux du petit élevage ; « l'engrais de coin » – ainsi dénommé car on appelle « coins » les lieux où sont mis volailles

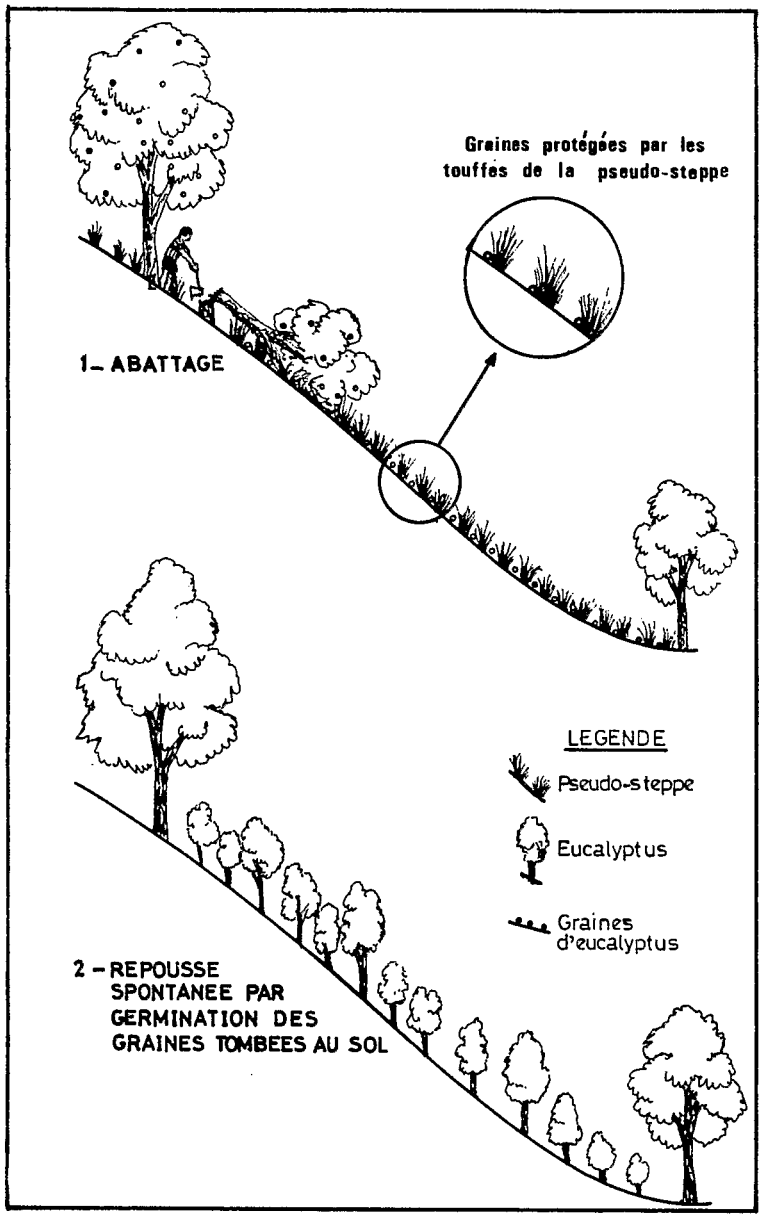

Figure 2
Une forme d'extension indirecte de l'eucalyptus.
La pratique du *folonina*

et lapins – produit par ce moyen est réservé aux cultures des collines. Par sa provenance même, cet engrais contient des graines d'eucalyptus ; celles-ci vont germer lorsque, après abandon du champ, les conditions le permettront. Les plants d'eucalyptus issus de ce processus se reconnaissent à leur mode de groupement, la plupart du temps en bloc isolé sur un versant : c'est le lieu de l'ancien champ.

L'observation des dynamiques naturelles a fondé la connaissance, puis l'utilisation, des différentes formes d'extension indirecte des eucalyptus pour occuper le sol. Celles-ci se sont ajoutées aux plantations pour assurer la progression du recouvrement des collines par les eucalyptus. Il faut toutefois noter que, planté directement ou apparaissant « spontanément », l'arbre ne reste pas neutre dans l'occupation d'un lieu : il en prépare, quand il ne la confirme pas, l'appropriation.

Un arbre sur le sol : la dimension foncière des bois d'eucalyptus

A la suite de la très nette tendance vers une privatisation des terres au XIX^e siècle en Imerina, les dispositions coloniales relatives à la présomption de domanialité accentuèrent l'importance de la reconnaissance foncière. Dans cette conjoncture, l'eucalyptus joua un rôle capital pour affirmer des droits sur le sol. Il s'imposa comme marqueur foncier et cette dimension reste toujours actuelle.

Au début du XIX^e siècle, la terre en Imerina appartenait au souverain (11). Divisant son royaume en « provinces » dans lesquelles il assigne à résidence les *fokonolona* (communauté définie par son rattachement à un groupe d'ancêtres mythiques), ce dernier distingue, dans l'administration du territoire, les *menabe*, domaine royal relevant d'une gestion directe, des *menakely*, sorte de faux fief où son pouvoir est délégué à un « seigneur ». Un troisième statut territorial définit les *lohombitany*, terres données par le souverain en récompense ; il s'agit d'une cession perpétuelle, aliénable et transmissible par héritage. La plupart du temps accordé à l'extérieur de la province d'origine du bénéficiaire, le *lohombitany* permettait une mobilité des hommes. *Menakely* et *lohombitany* sont les deux seules formes d'administration qui ont prévalu dans l'est de l'Imerina. Aux gens des *fokonolona* sont concédées des « parts de terre », les *zaratany*, bien délimitées dans leur « province ».

11. « A moi est la terre », dit Andrianampoinimerina (Callet, 1908). Par ailleurs, « la terre est la première femme du Dieu créateur ». Ces expressions montrent le caractère sacré, mythique de la terre, caractère que l'on retrouve dans l'attachement toujours fort des Malgaches au *tanindrazana*, « la terre des ancêtres » qui est le patrimoine foncier familial, lieu du tombeau.

Au XIXe siècle, une évolution du régime foncier vers une individualisation de la propriété se dessine nettement. Ainsi, le code des 305 articles (ou loi de 1881) reconnaît implicitement le droit de propriété individuelle car il y était dit que les terres pouvaient être hypothéquées. Cette loi exige aussi un acte écrit pour tout mouvement de la terre, disposition qui établit la réalité de transactions, entre vendeurs, c'est-à-dire ceux qui ont le droit sur la parcelle concernée, et acheteurs ; un article permet même la vente des terres du *zaratany* à l'extérieur du *fokonolona*, ce qui ouvrait une brèche dans la stricte correspondance entre groupe de descendance et terres exploitées d'une société à l'origine très territorialisée. Razafimbelo (1993) souligne que les terres de cultures pluviales figuraient déjà dans les testaments et actes de succession vers la fin de la période royale. Une telle situation traduit une valorisation certaine de ces terres et contribue à expliquer la logique de privatisation foncière qui prévaut dans les dernières décennies du XIXe siècle.

Dès mars 1896, la législation coloniale établit les principes qui régissent la situation foncière. Elle précise que « toute terre, ni bâtie ni habituellement cultivée » appartient à l'État ; elle reconnaît aussi le droit coutumier malgache (propriété des terrains par mise en valeur et/ou construction antérieures), tout en soulignant que seule l'immatriculation, facultative, consacre définitivement ce droit.

Le décret du 4 février 1911 spécifie l'importance de l'immatriculation : « les terrains domaniaux concédés ou aliénés sont immatriculés avant la délivrance d'un titre définitif ». Si cette mesure cherche à « ... consolider la propriété foncière indigène aux mains de ceux qui la détenaient en leur délivrant un titre régulier... » (Lakroa, cité par Rakoto, 1991), You (1931, cité par Razafimbelo, 1993) pense qu'elle est aussi « destinée à protéger les colons... afin de les mettre à l'abri des revendications imprévues ».

L'instauration du cadastre ou bornage collectif des terres (décret du 25 août 1928) devait clarifier la situation juridique des propriétés, par un état parcellaire des lieux que fournissent les levés cadastraux. L'État français décidait des zones à lever en priorité, suivant les situations de conflit que les réalités foncières pouvaient engendrer. Ce fut le cas de l'est de l'Imerina, touché par la première grande phase des opérations de levé sur les Hautes Terres centrales : dès 1934 vers Ambatomanga, à partir de 1936 dans l'Amoronkay. La revalorisation de terrains par le passage de la ligne ferroviaire Tananarive-côte est, achevée en 1913, peut certes expliquer le souci de l'administration d'inclure le district de Manjakandriana dans les premières zones à cadastrer, en dehors des alentours de la capitale. La décision répond

aussi cependant à une réelle sensibilité locale à la question foncière, ce que soulignent plusieurs caractéristiques :

– Les immatriculations sont ici une réalité précoce et elles ne représentent pas des cas isolés : une propriété collective villageoise de plus de 500 ha en 1904 à Anerindrano, une autre de 258 ha immatriculée en 1906 à Mangarano, deux propriétés respectivement de 20 ha (au nom de six personnes) et de 170 ha (au nom de douze personnes) en 1907 à Sambaina...

Les individus propriétaires indivis qui figurent sur les titres correspondent soit à un groupe de descendants qui s'inquiète de la légalité de son héritage – c'est le cas des six propriétaires de 20 ha à Sambaina, tous nobles –, soit au *fokonolona* d'un village, soucieux d'une occupation paisible de ses terres. Les deux situations soulignent la crainte de la présomption de domanialité, crainte d'autant plus présente que l'administration avait attribué des concessions à des colons expatriés : on a, à Sambaina, l'exemple de la propriété « Les pêchers », d'une centaine d'hectares, cédée en 1901 à un ancien militaire français (12). « Comprendre que jouissance n'est pas propriété, que ne pas confirmer par l'immatriculation une occupation traditionnelle... peut faire revenir à l'État des parcelles exploitées... ne pouvait être le fait que de gens instruits... » (Rakoto, *op. cit.*) : ces immatriculations collectives sont les réactions d'une population ouverte, à la fois par ses contacts précoces avec l'extérieur (passage des étrangers ralliant la capitale du royaume malgache, mission chrétienne dès les années 1820, « cité industrielle » de Mantasoa, avec J. Laborde, dans les années 1850...) et par sa mobilité (corvées de bois pour Tananarive, commerce ambulant pédestre...). La région a été un lieu de rencontre des civilisations : de l'indigène avec l'étranger, du paysan avec l'école et/ou avec la ville, ce qui a formé des hommes réceptifs à de nouvelles lois. Razafimbelo (1993) observe même une solidarité active entre ceux qui sont partis en ville et ceux qui sont restés au terroir : « Les *fokonolona* souvent épaulés par les *zanaka ampielezana* (enfants lettrés issus du *fokonolona* mais travaillant dans l'administration) font immatriculer collectivement leurs terres ». Dans cette dynamique, il faut noter la rareté des immatriculations de patrimoine individuel indigène. On peut penser que, à l'époque, malgré l'évolution constatée au XIXe siècle, afficher publiquement et à titre individuel sa propriété privée n'était pas un acte bien vu ni bienvenu. Cependant, cette rareté traduit aussi, et peut-être surtout, la lourdeur des redevances qui accompagnaient le

12. Les concessions concernent des terres délimitées arbitrairement et immatriculées au Service topographique ; elles ont été les plus importantes dans l'est et le nord-ouest de l'île.

titrage des terres. Un rapport du cercle de Manjakandriana (2e trimestre 1900, Rapport commercial et politique) indique : « ... les indigèmes hésitent à demander l'immatriculation de leurs biens immeubles à cause des sommes assez élevées qu'ils sont obligés de payer ».

– Dans le cadre moderne des immatriculations, parades contre la présomption de domanialité et contre toute forme de convoitise extérieure, le droit coutumier continue de gérer les relations foncières. En effet, des dispositions internes règlent l'occupation, la répartition et la transmission des terres. Ces dispositions s'appliquent, par exemple, sur les terres de Mangarano – 258 ha, « propriété immatriculée en 1906 au nom de six individus représentant la communauté » (Rakoto, 1988) – constituées de deux ensembles distincts :

- Les terres du *fokonolona*, 215 ha, dont l'usage doit servir l'intérêt général (le terme *kijana*, pâturage, apparaît dans le titre). Constatant l'augmentation des besoins en terre avec la pression démographique dans les années 60, les responsables de la communauté villageoise décident la mise en valeur de cet ensemble, selon le principe de l'inviolabilité de la propriété collective : « le défricheur n'est qu'un utilisateur, il ne peut planter de cultures pérennes... ».
- Les « terres défrichées par les ancêtres », 42 ha, objet d'une appropriation individuelle interne : à l'origine par héritage, ensuite au moyen de transactions uniquement entre les descendants des personnes inscrites sur le titre ». Le *fokonolona* doit être consulté pour tout mouvement foncier ; c'est seulement après son approbation que tout transfert est enregistré dans un livre où est tenue clairement à jour la situation des terres.

A Anerindrano (propriété indivise de 600 ha) s'applique une même disposition interne : la terre ne peut appartenir à une personne qui ne descend pas d'un des propriétaires indivis inscrit sur le titre. Des transactions peuvent avoir lieu mais, dans ce cadre, l'acheteur connaît ses limites car, même si un « papier-maison » atteste la réalité de la vente, il y a un risque réel de rejet par les héritiers du vendeur, le « vrai » propriétaire. De cette manière sont régulés les mouvements fonciers locaux. Le Roy (1993) trouve dans ces situations une « complémentarité du droit traditionnel et du droit moderne en assurant la fonction de double sécurisation » et les grandes propriété indivises sont en réalité « une mosaïque de petites propriétés » (Razafimbelo, *op. cit.*).

– La récupération de l'eucalyptus à des fins foncières. Le processus apparaît particulièrement lié à la publication de deux décrets relatifs à l'occupation du sol. Le premier, celui du 28 novembre 1926, rappelle la présomption de domanialité (« les terres vacantes et sans maître font partie des domaines de l'État ») et affirme la garantie d'une « reconnaissance absolue du droit de propriété par la mise en valeur

et l'appropriation effective du sol ». Le second décret est celui du 15 janvier 1930. Il laisse les particuliers libres de reboiser. Dans ce contexte, l'eucalyptus apparut comme une « preuve tangible de l'emprise sur le sol » (Andrianjohany, 1988). Sa plantation se multiplia et l'administration évoque le phénomène dès 1930, dans le Rapport économique du district de Manjakandriana : « Les indigènes, qui ont aujourd'hui un certain engouement pour les reboisements, n'hésitent pas à utiliser dans ce but les petits plateaux parfaitement propres à des cultures vivrières ». Andrianjohany (*op. cit.*) rapporte comment, à Ambatomena, dans le nord du district (Fig. 1), les notables ont manipulé la crainte de la présomption domaniale des terres communales, que l'application du décret engendrait, pour reboiser à leur profit de vastes étendues de terrain.

Les opérations physiques de bornage collectif des années 1930 relèvent la présence d'eucalyptus sur des parcelles cadastrales comme dans des propriétés immatriculées. Dans le Vakiniadiana, ces plantations d'arbres affirment le droit du propriétaire : « En 1945..., M. X cède à M. Y. une terre d'environ 0,5 ha ; vente définitive, sans papiers, sur une base de confiance. M. Y. plante des eucalyptus avant toute mutation » (Rakoto, 1991). Razafimbelo (1993) insiste sur le caractère endogène de cette dynamique de l'eucalyptus : « le reboisement s'est fait tout seul, sans l'intervention du *fanjakana* » (13), ce que soulignent les chiffres du district ; en effet, sur quelque 23 000 ha de surfaces couvertes par les eucalyptus en 1957, 22 698 appartiennent à des particuliers. L'indépendance politique de 1960 ne modifie pas la perception de ce rôle dévolu à l'eucalyptus. La progression des forêts de reboisement demeure une réalité régionale. A l'échelle de terroirs entre 1963-65 et 1992, on observe des augmentations des surfaces enforestées de plus de 70 % en zone de très forte densité (250 h/km^2) et de plus de 270 % là où la charge démographique avoisine 100 h/km^2. La dynamique de conquête des collines par les eucalyptus intègre toujours soit le souci d'asseoir une propriété effective, soit celui de légitimer une demande. Dans le premier cas, la présence de l'arbre évite au planteur toute velléité d'appropriation extérieure ; les litiges concernent les ayants droit au boisement, lorsque la terre est indivise ou lorsque, à l'origine, par crainte de lourdes redevances en cas de déclarations individuelles, elle a été déclarée sous un seul nom alors qu'elle appartenait à plusieurs personnes. Le souci de légitimer une demande foncière se traduit par l'utilisation de l'eucalyptus comme outil d'appropriation ; la plantation de l'arbre débute les démarches qui doivent aboutir au titrage officiel du terrain reboisé. On connaît les

13. La puissance publique.

stratégies de paysans qui, mettant à profit la connaissance de la loi 60-004 du 15 février 1960 (14) plantent des arbres dans les années soixante pour déposer et obtenir, dix ans après, l'inscription définitive du titre de propriété des terres ainsi occupées. Ph. et C. Henry (1992) montrent l'usage toujours actuel de l'eucalyptus dans l'installation pionnière sur les territoires orientaux de l'Amoronkay aux confins de l'Imerina : « dès lors que le futur colon repère une terre libre, il marque ce territoire en plantant des eucalyptus aux « quatre coins ».

Un mouvement d'appropriation privée des terres a prévalu en Imerina à partir du dernier quart du XIXe siècle. Il s'est continué sous la colonisation, renforcé par les dispositions relatives à la présomption de domanialité et à l'immatriculation et, avec l'indépendance, encouragé par la loi 60-004. Dans ce contexte, l'adoption de l'eucalyptus intégrait très largement une fonction de marquage foncier. Cette dimension de l'arbre continue d'être présente, elle fonde une législation locale qui reconnaît au planteur le droit à la première coupe, probablement pour garantir à celui-ci une jouissance de l'arbre dans les cas où l'appropriation foncière espérée n'aboutit pas.

Imposés par l'administration coloniale pour des objectifs écologiques et économiques, les reboisements d'eucalyptus furent aussi adoptés car ils répondaient aux préoccupations foncières des communautés paysannes de l'est de l'Imerina, à un moment où il était important de matérialiser la propriété du sol. Les méfaits agricoles de cet arbre, reconnus, sont relégués au second plan au profit d'un habillage forestier du paysage et des formes d'extension de ces bois qui semblent dissociées dans le temps peuvent en fait se trouver associées dans l'espace : c'est le cas du reboisement et du *folonina* qui, ensemble, assurent la conquête des tanety ; sur le plan des raisons de l'extension, c'est aussi le cas avec l'acte de planter pour marquer ses droits de propriétaire et celui de reboiser pour légitimer une demande d'appropriation. Il faut cependant reconnaître que si le volet foncier a été essentiel dans la dynamique des boisements, il n'en représente pas le seul centre d'intérêt. Ph. et C. Henry (1992) observent la plantation d'eucalyptus par des familles installées en forêt naturelle car l'abattage de l'arbre ne nécessite pas de permis de coupe quand il est destiné à un usage domestique, ce qui dispense l'exploitant de procédures administratives. En fait, la présence de ces formations de reboisement traduit aussi l'insertion de l'eucalyptus dans l'économie des ménages paysans.

14. La loi 60-004 du 15/2/1960 (décret d'application n° 64205 du 21/5/1964) exige une mise en valeur de plus de dix ans pour obtenir le titre définitif gratuit d'un terrain domanial privé. Si le terrain n'est pas aménagé, il faut payer pour en obtenir le titre provisoire.

LA PRODUCTION DES FORÊTS D'EUCALYPTUS, INSÉPARABLE DE L'ÉCONOMIE DES MÉNAGES

De par leur situation dans la partie orientale de l'Imerina, la plus proche des forêts naturelles de l'Angavo et du Centre-Est malgache, les ménages du Vakiniadiana et de l'Amoronkay sont, de longue date, familiers avec les activités du bois. Cette profondeur historique explique pour une grande part l'importance actuelle des formations d'eucalyptus dans l'économie régionale et dans la vie des terroirs.

Une tradition de l'économie du bois

« L'ouverture de la route de l'est, dans la partie de cette voie située entre Tananarive et Ambatolaona, village situé à 10 km de Manjakandriana, a largement profité aux entreprises de cette région, en permettant le transport des bois à Tananarive au moyen de charrettes » (Galliéni, 1902) : ce rapport du gouverneur général de l'île reconnaît la réalité d'un marché du bois en rapport avec la capitale, bien avant le développement des peuplements d'eucalyptus ; il s'agissait de la fourniture des besoins en bois de Tananarive (15), au site dominant plaine et collines dépouillées de ligneux. A l'époque royale, l'administration ne se souciait pas de planter des arbres dans ou alentour de la ville, pour disposer des peuplements nécessaires à son approvisionnement (16). Elle se servait dans la forêt de l'est, estimée inépuisable (17), délimitée par l'escarpement de l'Angavo. Razafimbelo (1993) rappelle que : « les *fokonolona* de l'est de l'Imerina... doivent livrer tous les deux mois une quantité déterminée de bois de chauffe, non seulement pour les « industries » mais aussi pour l'usage personnel des grands dignitaires du royaume ». Plusieurs correspondances (18) adressées d'Amabatomanga au Premier Ministre mentionnent ces corvées et on peut rapporter à cette époque l'origine d'un proverbe relatif aux hommes de cette contrée orientale de l'Imerina : « Le Vakiniadiana (19) se trouve

15. Bois de construction. Sous le règne de Ranavalona Ire, il était encore interdit de bâtir des maisons en matériau autre que le bois dans l'enceinte de la cité. Bois de chauffe des grands dignitaires, manufacture (poudrières d'Analakely et de Mandroseza).
16. En revanche, il existait une réelle sensibilité à la protection des forêts existantes, forêt relictuelle ou celle en bordure est des Hautes Terres. On trouve cette sensibilité dans des discours du roi Andrianampoinimerina (1787-1810) et dans la loi de 1881 qui consacre des articles à la réglementation de l'exploitation des forêts.
17. « Quand épuisera-t-on la forêt de l'est ? » (traduction libre d'un dicton malgache).
18. Archives Nationales de Tsaralalana (Tananarive), période pré-coloniale.
19. Le terme désigne à la fois l'espace traversé par l'Iadiana, rivière affluente de l'Ikopa et ceux qui habitent cet espace.

chauve avant l'âge parce que Tananarive possède de belles maisons », le bois de construction étant porté sur la tête.

A ces corvées s'ajoute la reconnaissance du savoir-faire des Vakiniadiana en matière de travail des ligneux. Ainsi J. Laborde leur attribua la production de charbon de bois lorsque, à partir de 1837, il répartit les tâches entre les ouvriers de la « cité industrielle » de Mantasoa. L'est de l'Imerina était d'ailleurs la zone où se trouvaient des villages de « charcoal burners for the government » comme celui d'Ankadinanahary, visité en 1878 par le Révérend Peakes, au cours d'une tournée missionnaire (20). Il faut aussi mentionner les œuvres confessionnelles, comme l'école industrielle de Soavina (une dizaine de kilomètres au nord-est d'Ambatomanga) installée en 1890, « ... a small industrial village with workshops, where scores of youths were taught carpentry, cabinet-work... » (Sibree, 1914).

Contrairement au reboisement introduit par la puissance publique française, le travail du bois est depuis longtemps connu par les paysans de la zone ; Esoavelomandroso (1986) parle d'une « tradition des ancêtres ». La valorisation actuelle des formations d'eucalyptus se situe dans cette continuité des relations entre l'homme et la forêt, dans l'est de l'Imerina.

Les forêts d'eucalyptus, un apport essentiel pour la vie des ménages

Tant par les retombées de la présence des bois que par leurs « dérivés » non ligneux, les formations d'eucalyptus occupent une place importante dans les systèmes de production des paysanneries de l'est de l'Imerina. Ces arbres sont d'autant plus intéressants que, rejetant de souche, ils représentent une matière qui se renouvelle après chaque coupe.

Les forêts d'eucalyptus fournissent du bois dont l'utilité locale est manifeste. Au quotidien, elles assurent le combustible pour la cuisson des repas. Le bénéfice de ces bois profite à tous car chacun est libre de venir ramasser bois mort et feuilles sèches de toute forêt vendue sur pied dont le délai d'exploitation a expiré. « Cette forme de cueillette prend toute sa valeur quand on sait que, au-delà de la rivière Varahina qui limite l'Amoronkay à l'ouest, les propriétaires des bois d'eucalyptus, moins étendus, n'accordent pas une telle liberté de récupération » (Rakoto, 1992). La possession de ligneux permet aussi de ne pas dépenser d'argent pour d'autres besoins en bois, comme les manches des angady (bêche), les piquets pour les parcs à bœufs, les haies, les constructions... On observe toujours au moins quelques beaux

20. Archives de la London Missionary Society, SOAS, Londres.

troncs destinés à ce dernier usage, soit sous forme de futaies, soit par une gestion qui respecte des cépées rectilignes sur des souches exploitées en taillis, d'où partent aussi d'autres rejets d'âge et de volume différents.

Par ailleurs, les forêts d'eucalyptus sont source de rentrées monétaires. Leur exploitation peut prendre quatre formes :

– la vente sur pied, dont le prix varie suivant l'extension, la physionomie et la situation topographique de la formation ;

– la production des madriers, planches... par le sciage de long ; elle se fait uniquement sur commande ;

– la production de stères ; Bigot *et al.* (1988) notent en moyenne sept coupes entre 1935 et 1990, dans les forêts de la zone de Sambaina et précisent que l'exploitation pour la vente sur pied aurait commencé très tôt pour le bois de feu à destination urbaine. Le charbon est devenu la principale demande des consommateurs urbains seulement depuis les années 1970 ;

– la fourniture de charbon de bois qui intéresse de nombreux ménages ; en effet, elle assure des ressources monétaires à différents niveaux, entre l'ouvrier producteur et la personne qui vend le sac au charbonnier de la ville.

La première forme d'exploitation peut ne profiter que faiblement à la région, si le propriétaire n'est pas résident ou quand il ne réinvestit pas sur place. Les trois dernières autres sont importantes, d'autant que les salariés du bois comptent très peu de personnes qui ne sont pas originaires de la région. Les jeunes ménages aux faibles disponibilités en terres accordent une place particulière au travail du bois pour leurs revenus.

Les formations d'eucalyptus n'apportent pas seulement bois et ressources monétaires à l'économie régionale. Elles font aussi profiter les ménages de deux catégories de bienfaits. C'est, d'une part, la structuration de l'espace par les pistes. Mises en place pour accéder aux peuplements d'eucalyptus et pour en évacuer les produits vers les lieux de consommation, celles-ci contribuent à désenclaver ces campagnes et à favoriser leur intégration au circuit d'échanges existants. Cette dimension est vitale dans des secteurs, comme l'est de l'Amoronkay, « à l'écart des pôles et des axes économiques régionaux » (Henry, 1992). C'est, d'autre part, le bénéfice des produits non ligneux de ces forêts : ramassage de l'horizon Ao des sous-bois, pour les transformer en fertilisants agricoles ou, après préparation, les mettre en couche de protection et de régulation thermique sur les pépinières de riz ; cueillette de produits alimentaires d'origine végétale (champignons) et récolte de miel, malgré la disparition de ruches sauvages liée au cycle de coupe de plus en plus court des taillis (Rakotovao, 1995).

Ressource intéressante car ne nécessitant « ni arrosage, ni fumage, ni sarclage » (Ranaivoarijaona, 1990), l'eucalyptus est un élément important de la compréhension de l'économie régionale. Son exploitation procure aux ménages des ressources qui permettent d'acheter de la nourriture et de soutenir l'agriculture. La présence des forêts de reboisement marque autant les paysages que le fonctionnement des exploitations paysannes de l'est de l'Imerina.

CONCLUSION

Les formations d'eucalyptus, introduites par la colonisation, se sont révélées particulièrement adaptées à l'écologie tropicale d'altitude de l'est de l'Imerina. Si leur insertion dans l'économie paysanne se situe dans une longue tradition de relations entre les hommes de cette contrée et la forêt, l'adoption des eucalyptus s'explique aussi par la dimension multi-fonctionnelle de ces arbres :

– ils répondent à des logiques d'appropriation et de sécurisation foncières et sont, sur ce point, d'autant plus appréciés qu'ils sont disponibles pour tout un chacun ;

– ils représentent des ressources monétaires et, enracinée localement, leur exploitation contribue à retenir sur place la population, en particulier les jeunes, en mal de terre ;

– ils remettent en place une couverture arborée du sol et participent à sa protection. Les traces de ruissellement superficiel qui marquent les versants non recouverts par la forêt disparaissent sous les peuplements : « l'horizon Ao absorbe les gouttes et disperse ou supporte le ruissellement ; on constate un très faible départ de particules terreuses » (Rakoto, 1992).

Le recouvrement spectaculaire des interfluves par les eucalyptus se situe aussi dans le contexte d'une agriculture manuelle, pauvre, qui considère plus les apports monétaires du ligneux que ses effets néfastes sur les cultures. C'est dans ce cadre historique, foncier et économique que doit se comprendre la gestion paysanne de ces boisements.

BIBLIOGRAPHIE

Andrianjohany, R.-J., (1988), *Aspect foncier et économie agricole de Soavinandriana-Ambatomena. Tananarive*, Université d'Antananarivo, Mémoire de CAPEN, 122 p.

Bigot, Y., *et al.* (1988), *L'installation d'un réseau d'observations par placette dans les plantations familiales d'Eucalyptus robusta de Sambaina Manjakandriana.* Tananarive, FOFIFA-RD, 47 p.

Blanc-Pamard, C. (1985), « Communautés rurales des Hautes Terres malgaches et gestion de l'eau », *in : Développement agricole et*

participation paysanne. Un exemple : les politiques de l'eau, G. Conac, C. Savonnet-Guyot et F. Conac (eds), Paris, Economica, 767 p.

Callet, F. (1908), *Tantara ny Andriana eto Madagasikara*. Tananarive, Académie Malgache, 2 tomes, p. 1-481 et p. 482-1243.

Ellis, W. (1859), *Three Visits to Madagascar during the years 1853-1854-1856, including a journey to the Capital*. Londres, J. Murray, XX-476 p.

Esoavelomandroso, F.V. (1986), « Le travail du bois à Antananarivo », *Séminaire Arbres et plantes à Madagascar*. Antananarivo, Département d'Histoire, EESL, 1-4 mai.

Henry, C. et Ph. (1992), *Étude d'un paysage en évolution : la colonisation de l'Est de l'Amoronkay*. Université de Montpellier III, Mémoire de maîtrise, 184 p. multigr.

Bertrand, A. et Le Roy, E., (1993), *Appui méthodologique aux volets « foncier » et économie foncière »*. Tananarive, FOFIFA-CIRAD.

Pierre, J.-M., (1993), *Rôle de l'évolution des droits fonciers dans la dynamique d'extension de l'eucalyptus sur les Hautes Terres de Madagascar*. Université de Paris XII, 51 p. multigr.

Rakoto, I. et Ramiandrasoa, F. (1975), *Corpus d'histoire du droit et des institutions*. Tananarive, EES, Faculté de Droit, Economie, Gestion, Sociologie, Université d'Antananarivo.

Rakoto Ramiarantsoa, H. (1988), *Hommes d'un temps, hommes dans le temps. Réflexion à partir de quelques paysages de l'Imerina*, Omaly sy anio, 27 : 103-124.

Rakoto Ramiarantsoa, H. (1991), *La dynamique des paysages sur les Hautes Terres centrales malgaches et leur bordure orientale*. Thèse de doctorat de géographie, Université de Paris X-Nanterre, 333 p.

Rakoto Ramiarantsoa, H. (1992), *Occupation du sol et situation juridique des terres : une évolution en phase ? Les formations d'eucalyptus comme éléments d'une analyse spatiale de cette relation*. Tananarive, FOFIFA-CIRAD, 36 p.

Rakotomahandry, T. (1989), *Évolution de l'occupation de l'espace dans le Vakiniadiana et l'Amoronkay*. Tananarive, Université d'Antananarivo, Mémoire de CAPEN, 167 p.

Rakotondrasolo, J.-M., (1989), *Transporteurs et monde rural : l'exemple du firaisana d'Anjepy*. Tananarive, Université d'Antananarivo, Mémoire de CAPEN, 122 p.

Rakotovao, N.-A., (1995), *Enquête sur les activités et produits de cueillette-extractivisme dans la zone de Manjakandriana et particulièrement dans les zones boisées en Eucalyptus robusta*. Tananarive, FOFIFA, Département Recherche-Développement, CIRAD-Forêt, 41 p. multigr.

Ramanantsoavina, R. (1970), *Perspectives d'investissement pour la production du bois de pâte à Madagascar*, Tany Malagasy, 7 : 116-167.

Ranaivoarijaona, J.B.D. (1990), *Economie paysanne, crédit rural et sécurité alimentaire. Le cas du fokontany d'Antsahamaina dans le Vakiniadiana.* Tananarive, Université d'Antananarivo, Mémoire de CAPEN, 181 p., annexes.

Razafimbelo, C. (1993), *Éléments d'histoire pour expliquer et comprendre la mise en valeur des tanety en Imerina. Essai de découpage régional.* Tananarive, Foresterie et développement paysans, 72 p.

Scet-Coopération (1966), *Imerina, étude régionale.* Tananarive.

Sibree, J. (1914), *The growth of the Church in the Mission Field. The M/CAR Mission in LMS Archives.* Madagascar, odds – 1, SOAS, London.